

role. Il a vraiment trop d'ardeur, il vieillit... et voudrait faire dans les quelques années qui lui restent, tout ce qu'il prévoit pour l'avenir.

Il y a quelques naïvetés remarquables dans l'écrit de M. Papineau; par exemple il nous déclare que "sa formule, à lui, c'est de prêter appui cordial à toutes celles des mesures du ministère LaFontaine-Baldwin, qui lui paraissent bonnes; et libre censure avec refus d'appuyer celles qui lui paraissent mauvaises." Vraiment M. Papineau croirait-il le peuple Canadien aveugle, croirait-il que cette formule est à lui seul, que le peuple Canadien a fait un acte de foi aussi absurde que celui qu'il met à son service? L'amour propre est un fort mauvais guide qui a tourné bien des têtes!!

M. Papineau nous dit aujourd'hui d'agiter des mesures qui embrassent le gouvernement responsable, qui n'est qu'une tromperie, suivant lui; ne l'écoutiez pas, il vous avait dit plus sagement il n'y a que quelques mois; "évitiez soigneusement toute division entre les libéraux de toute nuance, reportez au pouvoir les hommes nobles et désintéressés qui ont lutté contre lord Metcalfe, il est de stricte justice de leur laisser l'occasion de prouver qu'ils peuvent faire du bien." Souvenons-nous de la mauvaise tactique du passé, des maux qu'elle nous a causés, des injustices déplorables qui en furent la suite. Avant de retourner dans cette galère, il est bon d'essayer de quelque autre combinaison. Du passé n'en parlons pas pour aujourd'hui.

Notre seule intention pour le moment est de mettre M. Papineau en contradiction avec lui-même, de mettre ses deux manifestes en regard et d'exposer notre désapprobation complète de son dernier document dont le ton et la teneur démontrent de la malice, etc. M. Papineau nous avait déjà fait soupçonner l'existence de ces sentiments chez lui, mais nous pensions qu'il serait assez fort pour les contenir. Nous avons attendu qu'il les manifestât pour y croire, et c'est avec la plus grande répugnance que nous commençons aujourd'hui à combattre ses idées, bien que déjà, on nous ait accusé mensongèrement, de l'avoir attaqué violemment. Le programme que nous avons à défendre est bien connu, c'est celui du parti libéral, celui de la réforme et du progrès, celui que nous avons adopté et suivi depuis que nous existons. Dans le moment actuel, nous sommes contre l'agitation immédiate du rappel de l'Union. Notre formule n'est ni plus, ni moins libérale que celle de M. Papineau: approuver et favoriser ce qui nous paraît bon et censurer ce qui nous paraît mauvais!!!

Nous avons espéré jusqu'aujourd'hui que M. Papineau nous épargnerait le plaisir de le combattre, en se tenant dans de justes bornes; nous avons gardé envers lui une réserve même plus grande que la sienne envers notre parti et que celle de ses défenseurs envers notre journal; nous avons marché à son côté, attendant une attaque directe pour engager la lutte. Il nous jette le gant, nous le relevons. Nous sommes cependant convaincu que le peuple, qui combat depuis 1843 pour amener l'ordre de choses actuel, pour renverser un pouvoir odieux et impopulaire, et pour en former un de son choix, aura la consistance de ne pas détruire aujourd'hui ce qu'il a établi hier, mais il aura le bon sens de travailler à le maintenir, en évitant soigneusement toute division parmi les libéraux de toute nuance, quelque soit le nom qu'on mette sur la nouvelle bannière. Pour notre part, c'est la tâche que nous nous réservons.

Nous ferons remarquer à nos lecteurs, qui seront aussi contrariés que nous de voir cette nouvelle lutte engagée, qu'en 1843, lorsque la Minerve s'est posée l'adversaire de M. Viger, qui par ses intrigues, a été, tout en cherchant à diviser le pays, la première cause de la résignation du ministère LaFontaine-Baldwin, mille et mille clameurs se sont élevées contre nous. Nos meilleurs amis blâmaient alors notre conduite, nous accusaient de témérité, mais nous le pensions dans le tort, c'était notre devoir de le combattre, nous n'avons pas reculé devant cette tâche pénible. Le temps a malheureusement prouvé que nous avions raison, que M. Viger avait de fort mauvais guides dans sa conduite, la haine, la vanité et la jalousie, qu'il met maintenant au service de son cousin, M. Papineau. (Minerve.)



LA REVUE CANADIENNE

MONTREAL, 19 MAI 1848.

LA DERNIERE LETTRE DE M. PAPINEAU.

Nous demandons pardon à nos lecteurs de revenir sur ce document qui a fait une si pénible sensation dans notre société, qui a provoqué partout un sentiment de regret et de réprobation, chez ceux qui sont le moins bien disposés envers M. Papineau comme chez ses partisans et ses admirateurs les plus ardents. Nous croyons devoir y revenir pour expliquer quelques détails de cette affaire de prétendue sympathie irlandaise qui a servi de prétexte à M. Papineau pour insulter la population entière de Montréal et débâter avec si peu de réserve et de convenance contre les chefs du parti libéral, membres de l'administration actuelle, les principaux citoyens d'origine irlandaise, la presse anglaise et française sans distinction, le gouvernement responsable etc. etc. Nous y revenons encore parce que cette lettre contient des choses si peu justifiables, si méchantes, à part leur absurdité, qu'on ne saurait trop les signaler à l'animadversion publique.

L'assemblée irlandaise qui a eu lieu, la semaine dernière, le Pilot nous l'a dit, a été faite et provoquée par un jeune irlandais portant nom Devlin, qui vient d'être admis au barreau de cette ville et qui croit sans doute que le moyen de se créer une bonne clientèle, c'est de faire du bruit d'une manière ou d'une autre. Malheureusement ce jeune M. Devlin est déjà trop connu pour son avantage à Montréal, comme à Québec. Vil instrument entre les mains du ci-devant Secrétaire Provincial Daly, il rédigea trois à quatre petites feuilles éphémères, dans l'intérêt tort, depuis deux ou trois

ans. Ces antécédents devaient peu le servir auprès des respectables citoyens irlandais de Montréal. Aussi ce fut en vain que suivi de quelques autres hommes de la même origine, il alla frapper à leur porte pour les prier de présider la grande démonstration irlandaise. Personne ne voulait être de son assemblée. C'est alors qu'il fut chez M. Papineau et qu'il eut cette savante conversation que vous savez. M. Papineau au lieu de se conduire avec discrétion d'aller ou de ne pas aller à l'assemblée de M. Devlin suivant sa volonté, de respecter dans tous les cas les motifs qui faisaient agir ses concitoyens d'origine irlandaise, de ne pas les condamner sans les entendre, s'oublia au point de dire et d'écrire ce que nous avons publié mardi.

M. Papineau avant d'agir ainsi aurait dû s'informer de l'état de l'opinion publique ici sur la question Irlandaise du Rappel. Il aurait appris que les principaux citoyens de cette origine et M. Hincks entr'autres, la considéraient comme une de ces questions dans lesquelles les hommes politiques du Canada ne devraient pas intervenir. Le Pilot disait à ce sujet. Ça peut être très bien pour des irlandais en Canada, qui ne sont pas engagés dans les affaires publiques de tenir des assemblées et d'exprimer leur sympathie pour leur pays; mais aussi longtemps que le Gouvernement Impérial agira avec justice et impartialité envers le Canada, les membres du gouvernement canadien et leurs employés comme tous ceux qui prennent une part active aux affaires publiques en ce pays, devraient avoir la décence de ne pas se mêler d'une question qui ne concerne nullement le Canada. Il n'y a rien d'anti-patriotique en ceci. Ça été de tout temps la doctrine des irlandais. Leur grand chef Daniel O'Connell a toujours prétendu que les intérêts de l'Irlande devaient être estimés par-dessus tous les autres par ses enfants. Il ne serait pas intervenu lui dans les affaires du Canada, si cette intervention eut pu être injurieuse aux intérêts de l'Irlande. Avec lui la question irlandaise absorbait toutes les autres; Est-ce que les irlandais qui ont quitté pour toujours leurs pays natal, qui ont adopté le Canada, ne doivent pas considérer les intérêts du Canada comme plus importants que le bien être d'aucune autre partie du monde? "

Le Pilot a cité Daniel O'Connell; il aurait pu ajouter qu'en 1838 ou 1839 le grand agitateur au lieu d'intervenir dans les affaires du Canada et de sympathiser avec nos patriotes d'alors n'a élevé la voix sur leur compte que pour les blâmer et condamner la conduite de M. L. J. Papineau, leur chef, qu'il a qualifiée de téméraire et maladroit. Nous ne voulons pas dire qu'O'Connell eût raison d'en agir ainsi, mais cela prouve combien peu il aimait l'intervention dans les affaires des autres pays que le sien. Quant à nous, nous avons assez de nos affaires à régler, sans nous occuper des affaires de la malheureuse Irlande, surtout quand on sait que cette intervention de notre part ne lui serait d'aucun secours.

C'est un bien mauvais génie qui a poussé M. Papineau à écrire sa lettre de lundi dernier; car jusqu'ici malgré les torts que nous lui reprochions, malgré son fanatisme démagogique, il avait conservé le respect et l'estime de ses compatriotes, la dignité convenable à son âge, à sa position et jusqu'au prestige qui s'attachait à son éloquence, à ses glorieux services d'autrefois. Aujourd'hui le peuple canadien se demande avec surprise, si c'est bien le même homme qui s'adresse à lui d'une manière si peu digne, si peu convenable. Il ne le reconnaît plus. Au lieu de paroles patriotiques, franches, honnêtes, loyales, il ne lit que mensonges, fausses représentations, paroles insidieuses, propres à le tromper, à l'égarer. "Il y a de la vie et de l'honneur à Québec! A Montréal, c'est autre chose; nous y avons le siège du gouvernement responsable. Nous y avons des hommes d'état profonds comme l'abysses et muets comme la tombe, qui étouffent toutes les mesures qui naissent dans Québec." Est-il possible d'écrire quelque chose de plus profondément méchant que ces lignes? M. Papineau sait combien ses idées politiques d'aujourd'hui conviennent peu à la majorité de ses compatriotes, à la situation actuelle de son pays, il sait que parfaitement comprises, elles seront répudiées avec empressement. Alors que fait-il? pour gagner de la popularité, pour mieux tromper le peuple, il fait un appel aux plus mauvaises passions, il veut créer les préjugés les plus aveugles, diviser ses compatriotes par des haines et des jalousies de localité. Es-ce là la conduite d'un honnête homme? d'un homme qui veut le bien de son pays? Es-ce que ces quelques mots ne feront pas ouvrir les yeux à ceux qui croient encore M. Papineau sincère? Nous sommes sûrs que la population de Québec ne sera pas la dupe de pareilles flagorneries. Le bon sens du peuple de Québec, l'esprit d'ordre, de paix qui l'a toujours distingué lui a déjà sans doute fait découvrir les motifs qui font agir M. Papineau aujourd'hui. Il voudrait faire revenir les beaux jours de sa dictature, mais ce temps là est passé et ne reviendra plus.

Nous ne disons rien de l'insulte gratuite, de l'outrage insolent jeté à la face de la population de Montréal. Un pareil langage porte avec lui sa propre condamnation. Le pays entier sait ce que la population libérale de la capitale a fait de tout temps pour la cause de la réforme et du progrès. Il connaît ses sacrifices, son dévouement, ses luttres longues et même sanglantes pour la bonne cause. Il sait que ce que le peuple a fait hier pour la réforme et la vraie liberté, il le ferait encore demain, et c'est ce peuple au milieu duquel M. Papineau a vécu si longtemps, dont il connaît l'héroïsme, les vertus, le patriotisme, qu'il insulte et qu'il outrage aussi lâchement, aussi calomnieusement! Il y a de la vie et de l'honneur à Québec! A Montréal, c'est autre chose!!!

Mais c'est contre les hommes politiques de la capitale que M. Papineau exhale sa rage impuissante. Il leur reproche d'être profonds

comme l'abysses et muets comme la tombe, et d'étouffer toutes les mesures qui naissent dans Québec. Hélas! M. Papineau dans son propre intérêt, regrettera bientôt amèrement de n'avoir pas été un peu plus profond et muet comme la tombe avec la députation Devlin et Cie. Quant à la grave accusation d'étouffer toutes les mesures qui naissent dans Québec, pour la faire, fallait-il au moins citer quelques faits au soutien.

M. Papineau nous dit qu'il a été jeté dans la vie politique contre son inclination. S'il avait le moindre pressentiment du rôle odieux qu'il devait jouer, il devait s'abstenir d'y entrer. S'il n'avait aucune confiance dans l'ordre de choses actuel, mais voulait laisser ses anciens amis politiques essayer de faire fonctionner le gouvernement responsable avec l'Union, en y entrant, ne devait il pas au moins remplir les engagements qu'il prit en décembre derniers envers le pays en général, et le comté de St. Maurice en particulier, de se réunir à la majorité et de soutenir l'administration libérale? Comment l'a-t-il fait? Nos lecteurs pourront le voir en lisant l'excellent article que nous reproduisons aujourd'hui de la Minerve, dans lequel les deux manifestes de M. Papineau sont mis en présence et comparés. Ces deux documents sont des témoins accablants, irréfragables de la mauvaise foi et de la perfidie de leur auteur.

M. Papineau, dans sa dernière lettre, fait allusion à l'espèce de méfiance et de soupçon que, dit-il, on faisait planer sur sa tête durant l'administration Viger-Papineau, qu'il était changé, etc. Il a tort de rappeler ce temps là, car on peut lui dire avec vérité que dans ces jours néfastes, il était profond comme l'abysses et muet comme la tombe sur la politique de son pays. N'avait-on pas raison de soupçonner son patriotisme, alors qu'il se taisait en présence de toutes les injustices, de toutes les turpitudes auxquelles on attachait son nom, quand il savait que ce même nom avait servi à diviser ses compatriotes, que son cousin et que son frère étaient ministres contre le gré du peuple, et que toute sa famille était passée armes et bagages à l'ennemi? Les événements ont prouvé qu'on ne se trompait pas, et aujourd'hui le peuple canadien sait à quoi s'en tenir sur toutes ses protestations de dévouement à sa nationalité.

PROSCRIPTION.—Nous apprenons avec peine que des personnes mal disposées et vindicatives, se disant grands amis de la liberté et des droits populaires, ont parcouru il y a quelques jours les faubourgs de Québec afin d'engager les abonnés du Journal de Québec à discontinuer leurs abonnements à cette feuille. Les raisons données par ces personnes pour justifier la proscription du Journal, étaient, qu'il s'était prononcé trop énergiquement, avec trop d'indépendance contre les doctrines subversives et dangereuses de M. Papineau! Ce qui prouve quel degré de liberté on pourrait espérer sous le régime de certains amis dévoués de notre nationalité! Nous n'avons pas besoin de dire que la population de Québec n'a rien peu d'exceptions près) a repoussé avec indignation les propositions et les avis charitables et patriotiques des partisans de M. Papineau. Le Journal de Québec quoiqu'il en dise ses détracteurs, par son honnête franchise, son indépendance, l'habileté de sa rédaction, a conquis une place importante, sinon la première, parmi les organes de la presse en ce pays. Que notre confrère se réjouisse de cette tentative des ennemis du bien public et de sa feuille pour lui enlever quelques abonnés. Nous serions fiers du même honneur. Ça prouve qu'on craint sa parole ferme et courageuse. Le pays qui ne se trompe jamais sur la valeur des hommes et des choses, saura l'apprecier et l'indemniser au centuple des quelques piastres, qu'on pourrait lui faire perdre.

A propos, nous nous rappelons une autre tentative de ce genre de proscription qu'il n'est peut-être pas inutile de citer aujourd'hui; c'est lorsqu'en 1837 M. Amédée Papineau, maintenant Greffier du B. R. à Montréal et fils de l'hon. L. J. Papineau, parcourait cette ville pour engager les abonnés du Canadien à renvoyer ce journal. M. A. Papineau était bien jeune alors et agissait sans doute par les ordres du Dictateur, au nom de la liberté et du bien public. Le Canadien, qui prêchait la modération et la paix dans un temps où les esprits tournaient à la guerre et à la résistance, souffrit vraiment de cette disposition de l'opinion publique. Avec les efforts de MM. Papineau père et fils, la proscription s'opéra considérablement. Nous tenons de source que 50 à 60 abonnés renvoyèrent le Canadien. Autre temps, autres mœurs; notre confrère du Journal de Québec n'a rien à craindre de semblable, car aujourd'hui les esprits sont à la paix, et tout ce qu'on pourra faire en tentant de le proscrire, ce sera d'augmenter les vives et ardentes sympathies dont il est l'objet, en ce moment plus que jamais, d'un bout à l'autre du pays.

FAITS DIVERS.

Un témoignage honorable.—Nous voyons par les procédés de la corporation de Montréal que MM. Boulanget et Workman, auditeurs des comptes de la cité ont fait rapport qu'ils ont trouvé les dits comptes en bon état et corrects. Ces messieurs ont de plus ajouté qu'ils avaient remarqué avec plaisir l'ordre systématique et parfait avec lequel ces comptes sont tenus et les améliorations importantes récemment introduites dans le système de la tenue de ces comptes par le Trésorier de la Cité, E. DEMERS, ECR.,. Nous espérons que la corporation sait apprécier et récompenser les services d'officiers aussi effectifs que M. DEMERS.

Nous apprenons avec plaisir que le célèbre écrivain A. B. Papineau, de St. Martin, qui vient d'être démis de la commission de la Paix et des Petites Causes, s'est abonné à l'Avvenir et qu'il est décidé à se joindre à l'agitation immédiate du Rappel.

Election de Québec.—Le writ pour cette élection est, dit-on, arrivé à Québec. Archibald Campbell est nommé officier-rapporteur, et l'élection est fixée au 30 mai courant. On nous informe et nous l'apprenons avec plaisir, que F. X. Méthot, écuyer, consent à se porter candidat dans l'intérêt libéral et ministériel. Toutes les chances de succès sont en faveur de M. Méthot.

Incendie.—Les journaux nous rapportent qu'il y a eu une conflagration considérable au Détroit. Trois cent bâtisses ont été la proie des flammes, trois ou quatre cents familles sont laissées sans asile. La perte totale est estimée à deux ou trois cent mille piastres. Le feu aurait été communiqué par des étincelles parties d'un vaisseau du nom de St. Joseph.

Grosse-Isle.—Il n'y avait aux dernière nouvelles de là que cinq à six malades. Il y a eu une mort à bord du Jersey dans la traversée. Le Jane Blake parti de Limerick est arrivé avec 326 passagers. Le brick Governor du même port est également arrivé avec 175 passagers, 10 malades et 18 morts durant la traversée. L'Envooy de Londonderry est arrivé avec 216 passagers, The Ayrshire avec 214 et l'Eliza Ann avec 93.

Avis charitable.—Le jeune avocat de Québec qui a écrit pour l'Avvenir l'article mensonger, signé: Un du comité de 1840, des pétitionnaires contre l'Union des Canadas ferait bien d'être prudent par le temps qui court, car nous sommes déterminés à démasquer sans pitié les hypocrites de sa trempe. Nous lui prouverons au besoin qu'aujourd'hui comme hier, l'honnêteté est la meilleure politique et que le jeu n'en vaut pas la chandelle. Il comprendra.

A bas la Corporation.—Il y a un certain nombre de nos compatriotes de Québec, qui ont vraiment des idées originales et extraordinaires. Ces amis du peuple d'un nouveau genre voyant les défauts de l'acte d'incorporation de l'ancienne capitale, défauts reconnus et admis par tout le monde, et les abus criants qui en résultent, au lieu de vouloir corriger ces défauts, réformer ces abus, voulaient abolir la Corporation! C'était de la politique à la Papineau. Aussi s'est-on empressé de la répudier. Le Journal de Québec remarquait à ce sujet: "vouloir abolir une municipalité électorale, la direction, le contrôle efficace qu'à le peuple sur ses affaires locales, c'est dire franchement que nous sommes incapables de gérer nos propres affaires et indignes en conséquences d'institutions libres."

Le rappel de l'Union.—Le savant et habile rédacteur du Journal de Québec vient de publier son second article sur cette importante question. Nous le recommandons à l'attention des hommes politiques. On le trouvera sur notre première page.

Théâtre Royal.—Le public de Montréal ne doit pas oublier la soirée dramatique de lundi prochain. Ce sera un grand jour pour MM. les Amateurs Canadiens. Le programme est attrayant s'il en fut jamais, les acteurs doivent se surpasser et M. HERVIEUX leur maître à tous, fera, nous n'en doutons nullement, des prodiges de valeur. Allez-y de bonne heure, car déjà la moitié des loges sont louées.

Le manque d'espace nous empêche de publier aujourd'hui le dernier article du Pilot sur la lettre de M. Papineau.

Banques aux Etats-Unis.—Il y a maintenant chez nos voisins pas moins de 753 banques en opération. Leur capital réuni s'élève à \$208,216,000; circulation \$116,735,000; espèces dans leurs voûtes \$44,733,000.

Plusieurs régiments stationnés en Canada ont reçu ordre de partir pour l'Angleterre. Quelques uns ne seront pas remplacés.

OREGON.—Nous avons sous les yeux une lettre de Mgr. Blanchet, archevêque d'Oregon-City, datée de Saint-Paul de Wallamet, le 31 août, 1847, et qui est adressée à M. l'abbé Crassaert, à Bruxelles. Le prélat annonce qu'il a fait heureusement la traversée de Brest à l'Oregon en cinq mois et demi. Il n'a éprouvé de gros temps qu'en déca et au-delà du Cap Horn; la navigation a du reste été calme, même languissante faute de vent. C'est le 8 août au matin qu'on aperçut la terre de l'Oregon; le 17, le navire mouilla à l'embouchure du Wallamet. Les missionnaires et les sœurs de Notre-Dame débarquèrent le 19, et le 27 août, Mgr. Blanchet fit son entrée solennelle à Oregon-City au milieu d'une nombreuse population, impatiente et heureuse de revoir le vénérable prélat.—Mélanges.

Un pari d'un nouveau genre.—La correspondance Parisienne du Canadien venue par le dernier steamer d'Europe contient le passage suivant:

La Grande-Bretagne paraît être sur le point d'éprouver une grande commotion; du moins les journaux français semblent-ils vouloir nous faire croire à cette niaiserie. Certes, la Grande-Bretagne est loin d'être à son aise; mais elle est loin aussi de se démembrer par les idées révolutionnaires qui tourmentent les autres peuples. Un Anglais, qui se trouvait dans un cercle de Paris, a résumé avec esprit la question de bouleversement. On parlait des manifestations chartistes, des souffrances de l'Irlande, et on affirmait qu'avant quelques jours les trois royaumes seraient dissous. L'Anglais s'écria alors le pari suivant: "Je vais déposer \$1000 qui appartiendront à mes adversaires le jour où l'Angleterre, ou l'Irlande même aura décrété la république ou même échappé à l'administration de la reine Victoria; jusques-là, mes adversaires me donneront un louis par jour." La chance était belle; mais proposée avec cette lucidité, personne ne voulut accepter le pari.

Montréal, 19 mai 1848.

M. L'EDITEUR.—Je dois à la vérité, ainsi qu'à ma réputation de déclarer publiquement que les faits qui me concernent, et qui sont contenus dans l'écrit de l'hon. L. J. Papineau, au sujet de l'assemblée irlandaise au marché Bonsecours, et dans celui signé "B. Devlin," qui a paru dans la Gazette de Montréal d'hier, sont erronés et incorrects.

Ghs. J. COURSOLO.

L'EMIGRATION.

Il paraît bien certain que l'émigration ne sera, cette année, ni si abondante, ni si désastreuse que l'année dernière. Les restrictions que lui a apportées l'acte impérial et que me-

naçait de lui apporter l'acte colonial, ont eu un salutaire effet sur les dispositions des seigneurs irlandais, qui ne voudront pas donner aux propriétaires de bâtisses les garanties que l'on exige de ces derniers en Angleterre et lorsqu'ils reçoivent des passagers sur leur vaisseau.

Lord Grey ne peut pas désapprouver un acte dont il a donné lui-même la base; s'il le fait, il compromettra son caractère d'abord, et ensuite il abandonnera la règle de conduite que le gouvernement impérial a promis de suivre vis-à-vis de ses colonies. Il aurait de plus, mauvaise grâce à vouloir engager le gouvernement colonial à renoncer à un acte qu'il a suggéré lui-même. Nous sommes donc convaincu que Lord Grey n'a répondu d'une manière évasive dans la chambre des lords que pour se tirer de la mauvaise position où l'avait évidemment placé sa dépêche au sujet de l'émigration, en s'apercevant que les instructions contenues dans cette dépêche étaient en contradiction avec l'acte impérial; et que faisant taire sa honte, il pria Sa Majesté de sanctionner l'acte. D'ailleurs, le fait qu'il a signalé, "qu'il était heureux que cet acte ne fut que pour un an," suffit pour convaincre que, sous un prétexte ou sous un autre, il en recommandera la sanction. La prochaine malle nous fera peut-être connaître quelque chose à ce sujet.

Nous avons dit il y a quelque temps, non d'une manière positive, que nous pensions que £15,000 sterling avaient été remboursés au gouvernement canadien, à compte sur les dépenses de l'émigration, et que l'on s'attendait à recevoir encore £20,000 sterling. Voilà ce que nous avons cru entendre au moins de la bouche même de M. Cayley en chambre. Mais il paraît que nous avons mal entendu, et que £55,000 sterling ont déjà été remboursés et que toute la dépense de l'émigration le sera, à l'exception, pourtant, des £20,000 qui ont été prélevés ici sur l'émigration même: ce qui est très raisonnable.—Journal de Québec.

REVUE RETROSPECTIVE ET ACTUELLE Pour le Journal de Québec.

M. le Rédacteur, Le docteur Barly, ancien collègue de M. Papineau en chambre, prononçait en 1837, à la chapelle des morts de la paroisse de Saint-Roch, un discours tout pacifique et invitait les habitants à ne pas marcher sur les traces de M. Papineau qui courait, disait-il dans le temps, le pays à sa ruine. Le docteur excité par un de ses confrères (M. le docteur Rousseau) qui lui était diamétralement opposé, parla d'une manière à s'attirer les louanges de tout le monde pacifique. M. Tém, curé de la paroisse, ayant appris comment M. Barly avait été à cette assemblée un éloquent adversaire des perturbateurs des troubles, lui dit: Mais, mon cher docteur, on dit que vous avez fait un magnifique discours contre M. Papineau; pourquoi ne l'avez-vous pas opposé dans la chambre également? Ah, monsieur, reprit le docteur un peu stupéfait, que voulez-vous que je fisse, il n'y avait pas à résister contre le torrent? A l'assemblée de jeudi, du marché St. Paul, M. Papineau a lu dans son discours qui embrassait toutes choses, une lettre pour dire qu'il avait été invité à descendre à Québec par M. le docteur Barly, toujours son fidèle ami et frère de ses convictions! Il lui donna un certificat dans toutes les formes.

X.

M. le Rédacteur, L'autre jour il y avait une assemblée dans le Faubourg St. Jean, dans le but d'abattre la Corporation. M. Glackemeyer et Rhéaume s'y rendent en toute hâte; et y font les discours les plus absurdes possibles, à l'envi l'un de l'autre. M. Glackemeyer va jusqu'à dire à l'auditoire de se laisser poursuivre plutôt que de payer les taxes municipales, qu'il n'y avait pas moyen de les forcer à payer. Cependant, n'a-t-il pas toujours été disposé à taxer quand il était dans la Corporation? En terminant son admirable discours, il demanda trois heures pour M. Papineau!!! Le peuple de com- prendre et de lire en voyant les contorsions de ce nouvel aspirant aux honneurs de la représentation. M. Rhéaume fit, dit-on, un discours plus stupide, encore, et finit par s'offrir comme candidat, mais personne ne le prit au mot. Il partit de suite, pour se rendre au conseil de ville, où il fit un discours plus absurde s'il est possible que le premier.

Dimanche nos deux héros assistaient à une assemblée des électeurs dans la halle du marché St. Paul. M. Glackemeyer disait avec un imperturbable sang-froid: qu'il "avait toujours marché avec M. Papineau;" et annonçait en même temps, "qu'il était à la disposition des électeurs." Il oubliait qu'il appartenait au comité constitutionnel en 1834, et que la requête de ce comité au gouvernement, contenait un dernier paragraphe au moyen duquel la portion anglaise de la population, demandait sur la portion française, précisément cette prépondérance que le Haut-Canada a maintenant sur le Bas-Canada; il a oublié qu'en 1837, il débâterait contre M. Papineau; qu'en 1842, il faisait d'incroyables efforts pour faire élire M. Baldwin à Rimouski; qu'en 1844, il s'efforçait en vain de faire élire M. Neilson au comté de Québec; et qu'en 1845, il veut tout se faire élire qu'il a tout oublié, mais s'il veut tout oublier, le public n'a rien oublié, lui.—Journal de Québec.

M. J.

ETATS-UNIS ET MEXIQUE.

Les apparences ne sont pas favorables à la paix à Querétaro; le 14 avril le congrès était encore dans l'impossibilité de siéger, il lui manquait encore seize représentants et quatre sénateurs pour être en nombre suffisant.—M. Mackintosh, consul d'Angleterre et banquier, a refusé des secours pécuniaires au gouvernement de Querétaro.

IRLANDE.—Le conseil privé a fait publier une proclamation pour annoncer qu'une visite du viceroi serait faite pour la saisie des armes de guerre à Dublin. On croit que le gouvernement a sous les yeux un plan d'émigration sur une large échelle, pour les terres australes et les colonies de l'Amérique du Nord. On croit que l'exécution bien entendue de ce projet est le seul expédient convenable pour soulager les maux de l'Irlande. On espère que cette mesure, une fois bien comprise, sera généralement approuvée. L'amiral anglais a pris la détermination d'assembler à Portsmouth, une réserve de douze steamers, qui seront formés en deux ou trois divisions, pour que qua-